

... L'AEDH revendique une Europe sociale

Face à cette régression des DESC, nous **REVENDIQUONS** :

- **L'harmonisation des politiques de protection sociale** au sein de l'UE, afin de garantir notamment un égal accès aux soins, en privilégiant les intérêts des citoyens et en luttant contre la privatisation de la santé.
- **L'égal accès à un emploi dans des conditions dignes**, pour tout citoyen, afin de lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale.
- **L'accès à un logement digne**, respectueux des nécessités premières.
- **L'éducation publique, gratuite et laïque**, afin de garantir un accès universel.
- Le **respect des diversités culturelles** présentes au sein de l'UE, pour une plus grande intégration des résidents de l'UE.
- La reconnaissance d'une **citoyenneté sociale de résidence**.



Travail, dignité, droit

Elections du Parlement européen 2014

Pour une Europe des droits de l'homme



Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme
European Association for the Defence of Human Rights
Rue de la Caserne 33, B - 1000 Bruxelles - Belgique
Tel: +32 2511 2100
Fax: +32 2511 3200
www.aedh.eu

La régression des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) en quelques chiffres

Depuis plusieurs mois, l'Union européenne fait face à une crise économique sans précédent qui fait peser le doute de l'effectivité des DESC. Les politiques de réduction des budgets sociaux des Etats détériorent les droits sociaux et tendent à réduire l'accès de la population, et notamment des plus pauvres, aux services collectifs de base : santé, éducation, protection sociale, distribution d'eau et d'électricité mais aussi à la précarisation de l'emploi.

- La pauvreté augmente en Europe : alors qu'en 2010 l'agence Eurostat avait estimé que 23,7% de la **population européenne vivait en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale**, en 2012 ce chiffre était de **24,8%**.

- Le chômage de la population en âge de travailler dans l'**Union européenne était de 10,8%** durant le dernier trimestre 2013 et de 12% dans la Zone euro.

- Illustrations : des pays tels que l'Espagne et la Grèce illustrent les conséquences d'une crise économique non résolue avec respectivement un **taux de chômage de 25,9% et 28%**, bien supérieur à la moyenne européenne.

- Le **chômage des jeunes (moins de 25 ans)**: actuellement plus de **23% en UE** avec des écarts considérables, par exemple un taux de 55,7% en Espagne contre 7,9% en Allemagne.

- Des **politiques d'austérités** fleurissent de tout part en Europe : coupes budgétaires dans l'éducation, dans la santé publique, dans les prestations sociales.

Contre une Europe marchande...

Malgré des outils et politiques pour une Europe sociale respectueuse des DESC...

- Une volonté affichée dès la création de l'UE de tendre vers une **harmonisation sociale** au sein de cet espace (art. 117 et 118 du Traité de Rome de 1957), et renforcée avec les traités de **Maastricht (1992) et Amsterdam (1997)**, qui font de la question de l'emploi un « **intérêt communautaire** ».

- La **Charte Sociale Européenne**, adoptée en 1961 et révisée en 1996, visant à sauvegarder les droits économiques et sociaux des citoyens européens.

- **Dans les années 1990**, une Europe sociale qui semble s'affirmer, avec **une série de directives** concernant la libre circulation des travailleurs, le droit du travail, la lutte contre les discriminations, l'éducation (programme ERASMUS par exemple), la santé, etc.

- La ratification de la **Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne** en 2000, permettant la reconnaissance des DESC comme des droits fondamentaux pour les citoyens européens.

- La **stratégie de Lisbonne en 2000**, concernant notamment l'emploi au sein de l'UE.

- La volonté de créer un cadre de coopération pour orienter les politiques de chaque Etat membre vers des objectifs communs avec la **Méthode Ouverte de Coordination (MOC)**, dans des domaines tels que la stratégie européenne en matière d'emploi ou encore la protection sociale et l'inclusion sociale.

- Le programme **Progress**, Programme pour l'emploi et la solidarité sociale, concernant 5 domaines : emploi, inclusion sociale et protection sociale, conditions de travail, lutte contre les discriminations, égalité entre hommes et femmes.

... Et une réponse à la crise actuelle se faisant au détriment des DESC

- Des ressources financières limitées : Le **Fond Social Européen**, visant à réduire les écarts de prospérité et niveaux de vie entre les Etats et régions de l'UE, dispose d'un budget de 75 milliards d'euros entre 2007 et 2014, contre 350 milliards d'euros consacrés à la PAC sur la même période.

- Une **austérité généralisée** au sein de l'UE :

- La discipline budgétaire avant tout avec l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), visant à renforcer le pacte de stabilité et de croissance de 1997 limitant, entre autres, les déficits à 3% du PIB et les dettes publiques à 60% du PIB pour les Etats membres.
- Une austérité imposée aux Etats membres : l'exemple de la Grèce.

- Des politiques **au service des intérêts financiers et spéculatifs** de quelques-uns, mais au détriment des droits des citoyens européens :

- Priorité donnée au sauvetage des banques.
- Priorité à la réduction des déficits.
- Non remise en question de la déréglementation du secteur financier.